

Analyse économique et historique des sociétés contemporaines

Copie d'un candidat

La problématique est bien posée. Elle réussit à mettre en valeur les nombreuses connaissances théoriques et factuelles, liées au traitement du sujet. Le devoir est de plus bien structuré.

Depuis la révolution industrielle, le rôle et l'intérêt de l'Etat ont évolué face à la modification de l'environnement économique et social des Nations alors concernées mais l'Etat fait toujours l'objet d'une controverse débutée au XVIIème siècle. En effet les mercantilistes avec Colbert notamment considéraient que l'Etat devait intervenir pour limiter les sorties d'or (mercantilisme espagnol), favoriser les exportations et réduire le plus possible les importations (mercantilisme anglais), le commerce n'étant pas un jeu à somme positive et développer l'industrie avec la mise en place de manufactures d'Etat comme Les Gobelins (mercantilisme français). Mais dès le XVIIIème, Adam Smith remet en cause ce rôle prépondérant au profit d'un Etat minimal centré sur ses fonctions régaliennes (Etat-gendarme) qui n'intervient que pour fournir des biens collectifs (chapitre 8 de la Recherche sur la nature et les causes de la Richesse des Nations). Les intérêts individuels poursuivis par des êtres rationnels conduisent à un équilibre général grâce à la main invisible du marché : sans le savoir les individus oeuvrent pour l'intérêt général. Dès lors les Néoclassiques au XIXème siècle vont estimer que seul le marché permet une allocation optimale des ressources : avec la loi de Say où l'offre crée sa propre demande, le marché parvient toujours à retrouver son équilibre grâce à des mécanismes de réajustement automatique (Si les cinq conditions de la concurrence pure et parfaite sont réunies). A contrario l'intervention de l'Etat est tenue pour responsable des difficultés rencontrées par exemple sur le marché du travail.

L'instauration d'un salaire minimum expliquerait avec les indemnisations le chômage de masse des années 1990 (Jacques Rueff, L'assurance-chômage, cause du chômage permanent) ce que va contester Keynes.

En 1959, Musgrave considère que l'Etat a trois fonctions : l'allocation des ressources (nationalisations), la régulation de l'économie et notamment de la conjoncture et la redistribution du revenu.

Par ailleurs, on constate que malgré les critiques le poids de l'Etat dans l'économie s'est accru : les dépenses publiques représentaient 10 % du Produit Intérieur Brut (PIB) en 1914 dont 60 % à des fins régaliennes mais ont atteint 55 % du PIB en France en 2003, ce qui valide la loi de Wagner selon laquelle «plus une économie se développe, plus l'Etat est dispendieux». Mais on assiste aujourd'hui à un retour du marché dans la régulation de l'économie depuis les années 1980 à l'origine d'un nouveau capitalisme

Pourquoi l'Etat est-il nécessaire ? En quoi le marché est-il insuffisant, est-ce pour la croissance, le développement ? Quelles limites présente l'intervention de l'Etat ? Quelle place doit-il conserver dans le nouveau capitalisme en partie déréglementé ?

Si l'Etat contribue à favoriser la croissance, il n'en a pas moins été critiqué pour ses limites mais reste malgré tout déterminant pour une réelle croissance équitablement répartie et se doit donc d'évoluer face au nouveau contexte économique

L'Etat a été et reste un acteur indispensable pour impulser et entretenir la croissance, répondre aux imperfections du marché et réguler la conjoncture et cela même s'il a été remis en cause notamment dans les années 1970-1980 à la fois de manière théorique mais aussi en montrant ses limites dans la lutte contre le chômage et face à une montée de l'endettement.

En effet, l'Etat a eu et a toujours un rôle prépondérant dans la croissance.

Au XIX^{ème} siècle, l'Etat a mis en place un cadre favorable à la croissance en étant à l'origine de changements structurels initiaux qui permettent le décollage pour Rostow (Les étapes de la croissance : un manifeste non communiste). En Grande-Bretagne, la suppression de l'aide pour les pauvres, des actes de navigation ont permis de stimuler l'activité économique tout comme les lois Le Chapelier en France qui ont mis fin aux corporations. En revanche si la France signe avec l'Angleterre le traité de Cobden-Chevalier de libre-échange, la Grande Dépression de fin de siècle de 1873 à 1896 voit le retour de l'Etat.

Avec les lois Méline en France (1892 et 1897), l'Etat protège les producteurs nationaux contre les produits agricoles venant des pays «neufs» comme les Etats-Unis. Pour North et Fogel, ce sont davantage ces changements institutionnels avec la garantie de la propriété privée par exemple qui expliquent la croissance que le progrès technique lui-même.

Dans les «late-comers», les pays à industrialisation tardive comme l'Allemagne, le Japon ou la Russie, l'Etat a été déterminant en favorisant la production par la mise en place d'infrastructures, d'un impôt sur l'agriculture pour financer l'industrie et accélérer l'exode rural. Dans le cas du Japon il a même pris en charge la production de certains secteurs comme la construction navale. En plus du financement du chemin de fer en Allemagne, l'Etat a appliqué un protectionnisme éducateur comme le conseillait Friedrich List : il s'agit de protéger les entreprises nationales «dans l'enfance» qui ne bénéficient pas encore de l'expérience et des économies d'échelle de leurs concurrentes étrangères.

Les Trente-Glorieuses de 1945 à 1970 qui correspondent à une période de forte croissance (de l'ordre de 5 % par an en France selon Carré, Dubois et Malinvaud) voient l'apogée de l'Etat : celui-ci fixe les prix, les salaires, les taux d'intérêt, intervient directement dans l'économie en France avec la planification et une première vague de nationalisations en France après la deuxième guerre mondiale. Cet encadrement du marché par l'Etat qui favorise la croissance par la redistribution n'est pas comparable avec le modèle socialiste où l'Etat se substitue totalement au marché avec des succès dans un premier temps dans l'industrie lourde mais avec des difficultés dans les années 1970. L'Etat ne peut donc pas totalement se substituer au marché.

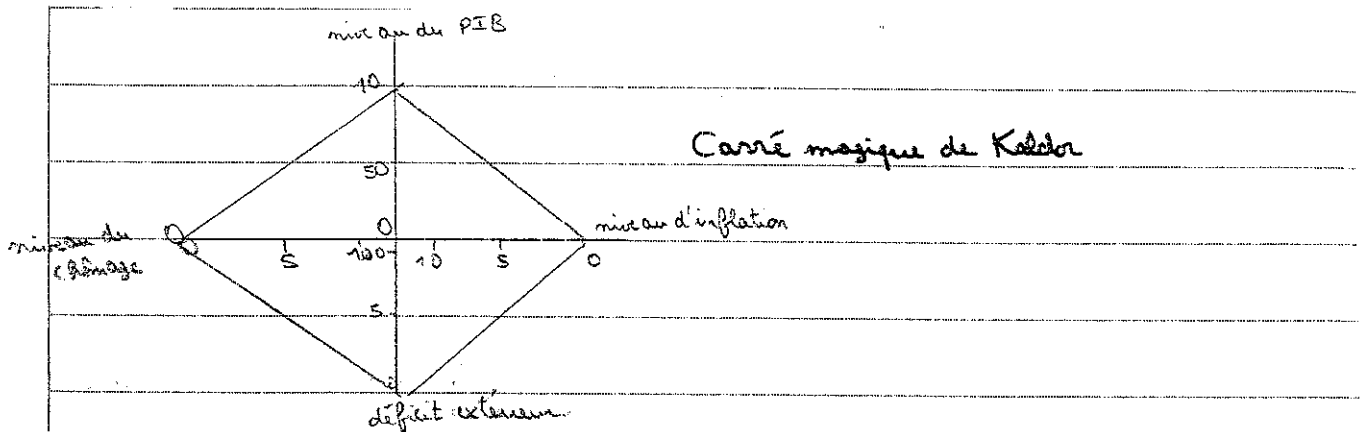
Par ailleurs malgré des remises en cause, l'Etat est toujours au cœur de la croissance pour les théoriciens de la croissance endogène comme Lucas, Barro... L'Etat doit stimuler la recherche et financer des infrastructures et des projets comme Airbus ou Ariane en Europe. L'Etat a aussi un rôle à jouer dans l'augmentation du capital humain que Gary Becker définit comme le stock de connaissances incorporées par les agents. Ce capital humain fait partie des «faits stylisés» de la croissance décrits par Kaldor : l'Etat doit l'améliorer ce capital car il se déprécie au cours du temps mais il est possible de l'augmenter en développant l'éducation, la formation mais aussi la santé. Or aujourd'hui la connaissance est un bien cumulatif à l'origine d'une forte valeur ajoutée. L'Europe par la stratégie de Lisbonne en 2001 souhaite devenir «l'économie de la connaissance la plus compétitive du monde».

L'intervention de l'Etat reste d'autant plus nécessaire que le marché connaît de nombreuses imperfections, ne permet pas le plein-emploi et une croissance équilibrée d'où le recours à l'Etat.

Tout d'abord, l'Etat est chargé d'internaliser les effets externes qui font partie des market failures. Certaines actions sont à l'origine d'effets qui ne sont pas pris en compte par le marché, qu'ils soient positifs lorsqu'un savant fait une découverte ou négatifs lorsqu'un industriel pollue une rivière. C'est le célèbre exemple du pomiculteur et de l'apiculteur développé dans les années 1930. L'Etat doit mettre en place une législation sur la propriété intellectuelle avec la création de brevets, attribuer les droits de propriétés des cours d'eau ou mettre en place un marché des droits à polluer pour Coase comme aux Etats-Unis et comme va sans doute le faire l'ONU. De plus le marché ne peut assurer le financement de biens collectifs qui profitent à tous mais que nul ne veut payer, préférant se comporter en passager clandestin. Par l'impôt, l'Etat peut lui assurer le développement de ces infrastructures essentielles à la croissance. En outre le marché ne peut favoriser l'équilibre général pour les Néoclassiques comme Walras que s'il remplit les cinq conditions de la concurrence pure et parfaite dont l'une est l'atomicité des acteurs. Si les marchés financiers se rapprochent de la CPP, les marchés de biens et services sont en proie à des mouvements de concentration depuis la fin du XIX^{ème} siècle qui ont pris la forme de fusions-acquisition depuis les années 1980. L'Etat qui a le monopole de la contrainte légitime doit assurer la régulation de ces marchés en favorisant la concurrence : les Etats-Unis ont adopté le Sherman Act et le Clayton Act contre les grands trusts du début du XX^{ème} siècle et la Commission européenne a attaqué Microsoft pour abus de position dominante.

Surtout pour Keynes le marché ne permet pas d'aboutir à un équilibre général et à un optimum de Pareto : l'Economie peut se retrouver en situation d'équilibre de sous-emploi durable des facteurs de production. L'Etat doit donc mener des politiques budgétaires pour augmenter la demande. En effet le niveau de production est déterminé par le niveau de la demande effective, c'est-à-dire le niveau de la demande anticipée des entreprises. Si celles-ci ont des anticipations pessimistes, elles peuvent diminuer leur production ce qui entraînera des baisses de salaires et des licenciements avec un cercle vicieux déflationniste. Grâce au multiplicateur, un investissement public entraîne une augmentation du revenu dont le montant est supérieur à l'investissement. L'Etat doit donc mener des politiques contra-cycliques qui se révèlent très efficaces en cas de trappe à liquidité dans les années comme le montre le modèle ISLM de John Hicks. Les individus ayant une préférence infinie pour les liquidités, une hausse des dépenses publiques financée par l'emprunt n'entraînera pas une hausse du taux d'intérêt avec un effet d'éviction vis-à-vis de l'investissement privé

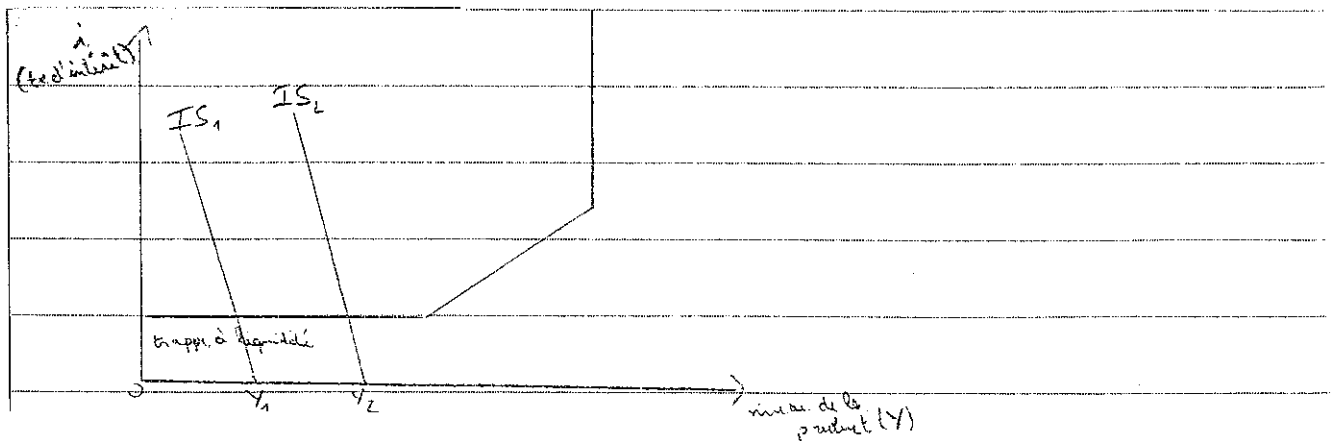
Carré magique de Kaldor



Par ailleurs seul l'Etat peut favoriser une croissance équilibrée selon Kaldor avec une politique budgétaire pour augmenter la croissance du PIB et lutter contre le chômage, une politique monétaire pour lutter contre l'inflation et une politique de change pour éviter un déficit extérieur sous réserve que la dévaluation vérifie les conditions de succès de Marshall Lerner (somme des élasticités exportations et importations par rapport aux prix supérieures à 1 grâce à l'absence d'importations incompressibles et de comportement de marge des entrepreneurs)

Parce que le marché n'est pas un lieu efficace de coordination des agents comme l'a montré le modèle d'Harrod-Domar («croissance sur le fil du rasoir»), l'Etat doit intervenir en respectant la règle de Tinbergen : un instrument pour un objectif économique.

LM



Pourtant l'intervention de l'Etat a été remise en cause surtout à partir des années 1970-1980 pour les faits et depuis le XIXème pour la théorie avec une accentuation dans les années 1980.

En effet les années 1980 ont révélé l'incapacité des politiques keynésiennes fondées sur une forte intervention de l'Etat à lutter contre le chômage et l'inflation : si l'Etat est parvenu à diminuer l'inflation de 12 % en 1979 à 1,8 % en 2005 avec des politiques de désinflation compétitive (désindexation des salaires sur les prix, politique monétaire restrictive), l'Etat n'est pas parvenu à enrayer la progression du chômage qui atteint 13 % de la population active en France en 1997 et la courbe de Phillips s'est fortement déplacée vers la droite : en Europe il faut désormais compter 9 % de chômage pour atteindre une inflation de 2 % contre 4 % auparavant.

D'autre part, l'intervention de l'Etat est fortement critiquée par la Nouvelle école classique de Sargent, Wallace qui vient s'ajouter aux reproches émis par Friedman pour qui la politique budgétaire est inflationniste. Pour la NEC, les agents sont parfaitement rationnels et déjouent les politiques des gouvernements. Avec le théorème d'équivalence néo-ricardien, ils montrent que si l'Etat met en place une politique budgétaire, les agents vont anticiper une hausse des impôts futurs, épargner et donc réduire leur consommation ce qui rend la politique publique inefficace. Pour ces économistes, l'Etat doit se limiter à des politiques de règle, sans financement monétaire du déficit, à laisser jouer les stabilisateurs automatiques au lieu de mettre en place des politiques de stop & go comme en Grande-Bretagne dans les années 1960. L'intervention de l'Etat est désormais contrainte comme le montrent les critères de Maastricht et le Pacte de Stabilité adopté à Dublin, en 1996 et assoupli en 2003. Face à une montée de l'endettement et un effet boule de neige de la dette qui provoque une hausse des taux d'intérêt, l'intervention de l'Etat est accusée d'être coûteuse en plus d'être inefficace.

Cette critique vient s'ajouter à des analyses plus radicales sur l'Etat comme dès le XIXème avec Marx pour qui l'Etat ne fait que retarder la baisse tendancielle du taux de profit et donc la chute du capitalisme ou l'analyse de l'école du Public Choice dès les années 1950. Ces auteurs considèrent que l'Etat est inefficace car les représentants politiques sont prêts à tout pour être réélus et ne peuvent donc mener des politiques crédibles.

Si l'Etat apparaissait donc un moteur de la croissance, il a été vivement critiqué mais malgré un fort mouvement de déréglementation, l'intervention publique reste une condition essentielle pour un développement harmonieux, équitablement réparti.

Parce que la libéralisation n'a pas eu que des aspects positifs, l'intervention de l'Etat demeure déterminante pour un réel développement : l'Etat doit donc trouver sa nouvelle place dans le nouveau capitalisme

Encore aujourd'hui l'Etat se doit d'intervenir dans le domaine économique car le marché ne favorise pas un développement durable.

En effet dans les années 1980 face à l'échec des politiques de relance comme la relance Maurois 1981-1983, un fort désengagement de l'Etat s'est traduit par la baisse des réglementations sur les marchés financiers, la fin du contrôle des changes en 1990 en Europe, des privatisations depuis les années 1990 en France avec l'ouverture des marchés publics en Europe... L'Etat n'a plus sa fonction d'allocation des ressources en tant que producteur et se retrouve même contraint dans ses choix de politiques économiques : il ne peut fortement baisser le taux d'intérêt pour relancer l'investissement sans risque de fuite des capitaux. En taux de changes flottants, la politique budgétaire est d'autant moins efficace que les mouvements de capitaux sont libres d'après le modèle ISLM. La sphère financière impose ses rythmes à l'économie.

Pourtant la libéralisation des systèmes productifs qui a réduit le rôle de l'Etat pour redonner de l'importance au marché a eu de nombreux effets négatifs en provoquant une succession de crises financières que De Boissieu définit comme « tout phénomène affectant le système financier, se propageant internationalement et ayant une influence sur la conduite des politiques économiques ». Les plans d'ajustement structurels prônés par le FMI (Consensus de Washington) ont creusé des inégalités en Amérique du Sud : on parle de « génération perdue » alors que comme le reconnaît la Banque Mondiale elle-même et Stiglitz dans *la Grande désillusion* les pays qui sont en pleine croissance actuellement sont ceux qui ont su maîtriser la libéralisation de leur économie comme la Chine.

En outre, l'Etat est toujours indispensable pour mener des stratégies de développement. Ainsi la Corée du Sud et son « modèle » controversé s'est appuyée sur une forte intervention publique notamment en matière d'éducation. La France a elle-même impulsé une politique de créneaux dans les années 1960, l'Etat encourageant les entreprises à se spécialiser dans les produits où la demande est la plus forte.

Par ailleurs, l'Etat seul peut favoriser un développement durable qui « ne remette pas en cause la capacité des générations futures à répondre à leurs besoins tout en répondant à ceux des générations présentes » (*rapport Brundtland, 1987*). Le marché est préoccupé par la recherche de la rentabilité,

l'augmentation de la valeur actionnariale pour Dominique Plihon, Le nouveau capitalisme Or toutes les ressources ne sont pas inépuisables et la substituabilité avec le progrès technique est faible pour le pétrole.

Surtout l'Etat seul peut favoriser une croissance réelle que Kuznet définit comme «la capacité d'offrir à une Nation une gamme sans cesse élargie de produits», une croissance auto-entretenu et une amélioration des conditions de vie

En effet, dès la fin du XIXème siècle, l'Etat intervient dans le domaine social avec une législation contre les méfaits de l'industrialisation (travail des enfants) et la mise en place de systèmes de protection sociale. D'abord institués en Allemagne vers 1880 puis avec le rapport Beveridge en 1944, l'Etat protège les individus contre une série de risques : chômage, vieillesse, maladie, accidents du travail... Si les indemnités contre le chômage qui font partie des politiques passives de l'emploi sont accusées de créer des trappes à pauvreté et d'augmenter la durée du chômage (Théorie du Job Search), elles permettent de mieux supporter le chômage et favorisent à terme une meilleure adéquation de l'offre et de la demande de travail.

En outre, la redistribution des revenus par l'Etat s'avère légitime et efficace. Elle permet de concilier justice sociale et efficacité économique puisque Pigou admet que la monnaie a une utilité décroissante et Keynes estime que la propension marginale à consommer est plus forte chez les bas revenus. Au cours du temps on a assisté à une hausse des prélèvements obligatoires mais cette dernière est critiquée. D'une part en France les impôts ne sont pas assez progressifs et d'autre part Laffer a critiqué la hausse du taux d'imposition puisque celle-ci risque de diminuer les ressources collectées, au-delà d'un certain seuil en diminuant le coût d'opportunité du loisir et donc en favorisant la substitution du loisir au travail. Pour Rosanvallon, dans la Crise de l'Etat-Providence l'Etat est confronté à une triple crise : de légitimité avec la déchirure du voile de l'ignorance, d'efficacité puisque le chômage ne diminue pas et de financement puisque l'endettement est très élevé, le rapport Pébereau 2005 estimant la dette à 1200 milliards d'euros soit 20 000 euros par habitant. L'Etat doit se réformer pour ne pas pénaliser l'économie et assurer le financement des retraites : réforme de l'assurance-maladie, réforme des retraites en 2004.

Enfin l'Etat doit donc poursuivre son évolution. Face à l'ouverture des économies et à leur complexification, il reste déterminant pour mettre en valeur les territoires afin d'attirer les FMN. Si son budget est moins contracyclique, il a toujours un rôle structurel avec la nécessité de développer la recherche comme le Japon qui y consacre plus de 3 % de son PIB. Aujourd'hui l'Etat doit donc se trouver une nouvelle place dans l'économie.

L'intervention de l'Etat est donc nécessaire à la croissance en complément du marché et plus que jamais indispensable pour redistribuer les fruits de la croissance même si elle a souvent été critiquée.

L'Etat ne peut pas se substituer au marché, l'«Etat ne peut pas tout» (Lionel Jospin) mais il doit évoluer pour accompagner la mondialisation et trouver sa place dans le nouveau capitalisme. Encore tenté par le «patriotisme économique» (Dominique de Villepin), il doit trouver sa place : ne pas être libéral comme au XIXème, ni trop interventionniste comme pendant les Trente Glorieuses où le capitalisme était institutionnalisé. L'Etat-Providence a vécu sur un mythe : celui de l'organisation optimale de la production par l'Etat. Contrairement à ce qu'avance Charles-Albert Michalet dans Qu'est-ce que la mondialisation ?, l'Etat ne disparaît pas avec le processus de mondialisation et même de globalisation. Il a encore un rôle à jouer dans la spécialisation, la politique industrielle, le respect du multilatéralisme... Face à de nombreux défis comme le chômage certains réclament plus d'Etat avec la sécurisation des parcours professionnels. . d'autres réclament plus de marché illustrant bien la phrase de Jacques Généreux selon lequel il n'est guère de problème contemporain pour lequel les spécialistes ne puissent proposer plusieurs stratégies et nous en présenter les coûts et les avantages (Une raison d'espérer).